



Edito

Pourquoi un journal numérique?

Page 2

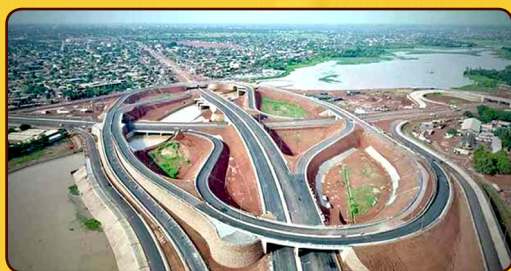
Personnel

d'encadrement agricole

Du matériel roulant pour plus d'efficacité sur le terrain

Page 3

Infrastructures routières



L'échangeur du Nord et la fin du calvaire des usagers

Page 5

Culture

La Semaine nationale de la Culture (SNC): un nouveau souffle?

Page 10

Santé

Situation sur la mise en œuvre de la gratuité des soins

Page 7



Pourquoi un Journal numérique?



Rémis Fulgance DANDJINOÛ
Officier de l'Ordre National

Le Service d'Information du Gouvernement (SIG) est l'organe par excellence de la communication gouvernementale. Il a pour principale mission d'informer les populations des grandes décisions et des réalisations de l'exécutif. Pour accomplir sa mission de service public et son devoir de redevabilité, le Service d'information du Gouvernement a décidé désormais, de faire « *feu de tout bois* », d'où la création du magazine numérique intitulé « *Action développement* ». L'avènement du mensuel numérique du SIG, s'inscrit dans le mix communicationnel et la diversification des canaux de communication dont le SIG dispose pour informer les citoyens. Les réalisations du Gouvernement en faveur du développement sont multiples et variées sur l'étendue du territoire national. Cependant, ces actions de l'Etat ne sont pas toujours visibles par l'ensemble des populations. C'est pourquoi, « *Action développement* » vient « *ajouter de la terre à la terre* » comme dit l'adage. Le mensuel va se joindre aux autres moyens de communication déjà existants permettant ainsi, de mettre en exergue l'action gouvernementale. Ce journal numérique va aider le Service d'information du gouvernement à remplir sa mission première, qui est celle de rendre visible les efforts du Gouvernement burkinabè. Internet, fait désormais partie intégrante de la vie des populations.

Ce mensuel numérique du SIG a pour but de toucher le plus grand nombre d'internautes partant de là, donner de la visibilité aux réalisations du Gouvernement dans toute sa diversité.

Bon vent donc, au « *dernier venu* » dans l'univers des supports et outils de la communication du SIG ■



Directeur de publication :
Ministre de la Communication
et des relations avec le parlement,
Porte-parole du gouvernement

Rédactrice en chef :
Coordonnateur du SIG

Conseiller éditorial :
Chef de division Rédaction

Direction artistique et Maquette :
OPTIMAC

Equipe de rédaction :
Chefs de département du SIG,
Chefs de division
DCPM des ministères

Crédits photos : SIG

Du matériel roulant pour plus d'efficacité sur le terrain



Le Directeur régional en charge de l'agriculture des Hauts-Bassins, Julien Ouédraogo, recevant les motos de son personnel des mains du ministre Jacob Ouédraogo.

Le ministre de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques Jacob Ouédraogo a procédé à la remise d'engins roulants à son personnel d'encadrement agricole. C'est au total 454 motos qui ont été remises aux 13 directions régionales du département, le 13 novembre 2018 à Ouagadougou.

La remise de ces engins roulants vise à renforcer les capacités opérationnelles du personnel d'encadrement agricole. Sur les 454 engins, 304 ont été acquis sur le budget national et les 150 autres grâce à l'appui du Projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina (PSAE). Pour le ministre de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques, Jacob Ouédraogo, cette dotation découle de la volonté du gouvernement d'accroître l'efficacité et l'efficience du personnel d'encadrement agricole sur le terrain. « *Ces dotations traduisent d'une part notre attachement à un encadrement agricole de proximité au profit des producteurs et d'autre part, notre souci d'assurer aux agents d'appui-conseil de meilleures conditions de travail pour parcourir les 8 000 villages du Burkina Faso* », a ajouté le ministre Jacob Ouédraogo.

Cette dotation était fortement attendue sur le terrain, selon le Directeur régional en charge de l'Agriculture de l'Est Joseph Nikiéma. Et celui de la Boucle du Mouhoun Gustave Sanon a salué les efforts du gouvernement en soutenant que ce matériel va contribuer à résorber le déficit en moyens roulants et faciliter les interventions des agents d'appui-conseil sur le terrain.

Pour cette année 2018, ce sont au total 11 véhicules tout-terrain et 686 motos qui ont été mis à la disposition des agents d'appui-conseil.

Toute chose qui contribue à booster la productivité agricole pour l'atteinte de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, selon l'axe 3 du Plan national de développement économique et social (PNDES) ■

Détail des dotations en motos aux directions régionales de l'agriculture et des aménagements hydrauliques

N°	Direction régionale	Nombre de motos
1	Boucle du Mouhoun	52
2	Cascades	15
3	Centre	06
4	Centre-Est	12
5	Centre-Nord	31
6	Centre-Ouest	34
7	Centre-Sud	21
8	Est	150
9	Hauts-Bassins	40
10	Nord	28
11	Plateau Central	12
12	Sahel	25
13	Sud-Ouest	28
Total :		454

DCPM/MAAH

L'échangeur du Nord et la fin du calvaire des usagers

Le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a inauguré le jeudi 15 novembre 2018 au Rond-point de la Jeunesse sis au quartier Tampouy de Ouagadougou, l'échangeur du Nord. Ce joyau de 70 milliards de FCFA facilite désormais la fluidité de la circulation entre le nord de la capitale et le centre ville.

Le grand échangeur du Burkina Faso a été ouvert à la circulation. Situé à l'intersection des routes nationales N°2 (Ouagadougou-Ouahigouya) et N°22 (Ouagadougou-Kongoussi), de la voie ferrée et à l'interface de 2 barrages urbains, (N°1 et 2)

l'échangeur du nord totalise 22 km de voiries, 14 ouvrages d'art, 12 000 m² de mur de soutènement en terre armée et un canal de dérivation de 600 mètres. Lancés en décembre 2015 sous le régime de la Transition, les travaux de construction de l'échangeur du nord ont été



exécutés par l'entreprise SOGEA-SATOM durant 36 mois et a coûté environ 70 milliards de F CFA, sous forme de Partenariat public-privé innovant entre l'Etat burkinabè et le groupe Bank of Africa (BOA). La réalisation de ce joyau architectural vient enfin fluidifier le trafic urbain, améliorant du même coup la sécurité, la mobilité des personnes et des biens dans la ville de Ouagadougou. En effet, la mise en circulation de l'échangeur du nord permet de désengorger l'un des nœuds routiers les plus encombrés de la ville et mettre fin au calvaire auquel les usagers étaient soumis dans cette partie de la capitale avec le pont de Baskuy qui n'arrivait plus à drainer le trafic routier. C'est un véritable ouf de soulagement pour les habitants des quartiers de Tampouy, Kilwin, Yagma, Rimkiéta, Kamboinsin et ceux en provenance de la région du Nord. Cet échangeur contribue également au bouclage du futur boulevard de contournement de la ville de Ouagadougou. Cet échangeur permet d'améliorer la circulation par l'aménagement partiel du boulevard circulaire et de la voie principale d'accès au nouvel aéroport à Donsin. C'est pourquoi à son inauguration le 15

novembre 2018, le président du Faso a invité les populations et les usagers à mieux entretenir ce joyau qui va désormais réduire leur temps de circulation pendant les heures de pointe ■



**La Rédaction du Service d'Information
du Gouvernement**

L'ÉCHANGEUR DU NORD EN CHIFFRES

- ♦ 10 ponts de 40 à 75 mètres formant 3 échangeurs et 2 passages supérieurs sur voies ferrées ;
- ♦ 4 ponts cadres de 42 mètres sur le canal reliant les deux barrages ;
- ♦ 22 kilomètres de voiries revêtues en béton bitumineux ;
- ♦ 12,5 kilomètres de voies piétonnes en pavés ;
- ♦ 5 passerelles piétonnes de 30 à 45 mètres ;
- ♦ 877 mètres linéaires de dalots ;
- ♦ 10,5 kilomètres de caniveaux de

- diverses sections ;
- ♦ 115 mètres de déversoir de type bec de canard sur le barrage N°1 ;
- ♦ 600 mètres de canal d'évacuation de 42 mètres de large ;
- ♦ 625 mètres de digues pour le barrage N°1 ;
- ♦ 635 mètres de digues de protection pour le barrage N°2 ;
- ♦ 2 246 personnes ayant travaillé sur le chantier ;
- ♦ 6 millions d'heures de travail
- ♦ 1,7 millions de m3 de matériaux transportés ;
- ♦ 5,5 millions de kilomètres parcourus par les camions ;

- ♦ 24 300 tonnes de ciment utilisé ;
- ♦ 55 000 m3 de béton coulé ;
- ♦ 7 100 tonnes d'acier utilisé.

EMPLOIS GÉNÉRÉS ET MESURES SOCIALES

- ♦ 1 200 ouvriers ;
- ♦ 110 cadres burkinabè ;
- ♦ 40 expatriés ;
- ♦ 300 millions de F CFA investis dans la réhabilitation et la rénovation d'infrastructures sociocommunitaires environnantes qui sont : 4 centres de santé dont le CMA Paul VI, 26 écoles primaires, 5 collèges et lycées.

Situation sur la mise en œuvre de la gratuité des soins

Direction de la communication et de la presse ministérielle
(DCPM/santé)

Secrétariat technique couverture sanitaire universelle (ST CSU)

1. RAPPEL DE LA POLITIQUE DE GRATUITÉ DES SOINS

1.1 Mesure présidentielle inscrite dans l'axe 2 du PNDES avec pour objectif d'assurer l'accès des populations vulnérables aux soins de santé de qualité.

1.2 Prestations de soins de santé essentielles offertes aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes dans toutes les formations sanitaires publiques et dans certaines formations sanitaires privées ayant acceptées les procédures de mise en œuvre.

1.3 Offre gratuite de cinq (5) biens et services délivrés par les centres de santé à savoir :

- ♦ Frais de consultation et d'interventions chirurgicales ;
- ♦ Les frais de médicaments et consommables médicaux y compris les produits sanguins (sang total, concentrés globulaires...) ;
- ♦ Les frais des examens complémentaires (biologie, imagerie, explorations fonctionnelles) ;
- ♦ Les frais de séjours (hospitalisation, mise en observation) ;



♦ Les frais de transport pour les évacuations sanitaires entre les formations sanitaires.

1.4 Circuit simplifié dans les procédures de gestion financière : l'Etat paie les factures à la place des patients à travers des comptes gratuité spéciaux appelés compte d'attente (il s'agit de compte trésor public différent du compte courant de la formation sanitaire).

2. ACQUIS

2.1 Niveau d'effectivité satisfaisant de la gratuité des biens et services dans les formations sanitaires.

2.2 Externalisation du contrôle de l'effectivité ; contrôle réalisé par les organisations de la société civile.

2.3 Mise en place d'une plateforme informatisée sur DHIS (demographic health information system), open source pour la transmission des données techniques et financières. La base de données est hébergée sur les serveurs du Gouvernement.

2.4 Tenue régulière de rencontre nationale de suivi avec la participation de plusieurs acteurs (Présidence du Faso, Primature, Assemblée nationale, départements ministériels, ordres professionnels de santé, syndicats, société civile, gestionnaires des centres de santé publiques et privés, cliniciens des sociétés savantes de pédiatrie, chirurgie, maternité...).

2.5 Production mensuelle et transmission de retro informations sur les approvisionnements en médicaments et les flux financiers des formations sanitaires.

2.6. Diffusion de microgrammes sur TV et réseaux sociaux en langue (Mooré, Français, Dioula et Fulfulde) sur l'accueil, les biens et services gratuits (césariennes, accouchements, consultations d'enfants...) et sur le respect du personnel de santé.

2.7. Production et ventilation régulières d'articles dans le journal institutionnel du ministère de la santé.

2.8 Paiement des factures de la gratuité par le budget de l'Etat.

3. PRINCIPALES INSUFFISANCES

3.1 Persistance des ruptures de médicaments dans des formations sanitaires, ce qui oblige certains patients à déboursier des montants complémentaires pour l'achat des prestations gratuites.

3.2 Existence d'irrégularités (ventes illégales de produits, racketages, surfacturation...) dans la mise en œuvre. En 2017, les ONG indépendantes ont colligé au total 304 cas d'irrégularités dans les formations sanitaires contrôlées dont 22,4% sont des rackets.

3.3 Charge de travail élevée dans certaines formations sanitaires avec pour conséquence directe souvent des délais de prise en charge élevés.

3.4 Existence de cas d'utilisations abusives des services gratuits par certains patients. Le système d'information sanitaire ne permet pas d'identifier et de retracer l'historique des bénéficiaires. Donc certains patients et même des agents de santé profitent de cette lacune pour un usage irrationnel des médicaments.

3.5 Faible communication sur la politique de gratuité des soins.

3.6 Irrégularité et insuffisance dans le paiement des factures de gratuité des soins. En 2018, le niveau central a accusé de 6 mois de retards dans le règlement des factures établies par les formations sanitaires. En outre on accuse un gap de plus de 3 milliards pour couvrir 100% des factures de janvier à fin septembre 2018. Cette situation a entraîné une augmentation significative des créances CAMEG, plus de 5 milliards en fin Août 2018.

3.7 Les tarifs des prestations offertes ne sont pas harmonisés par niveau de soins. Paiement des factures de la gratuité par le budget de l'Etat.

4. SOLUTIONS ET PERSPECTIVES

● Développer la communication institutionnelle et technique sur la politique de gratuité des soins :

✦ Un film documentaire de 52 minutes sur la gratuité des soins est en cours de montage avec l'appui du SIG ;

✦ Concevoir et vulgariser des microprogrammes dans lesquels des témoignages de bénéficiaires seront mis en exergue (en cours de réalisation)

✦ Concevoir et disséminer des dépliants, posters, kakemono, dérouleurs, clés USB, affiches grand public, gadgets...

● Renforcer les compétences des agents de santé :

✦ Le manuel de procédure de gestion vient d'être signé par les ministres en charge de l'économie et de la santé. Il s'agira de dissé-



miner ce manuel afin de renforcer le cadre juridique de la politique de gratuité ;

✦ Former les équipes régionales sur les techniques de suivi et de gestion de la gratuité des soins.

● Mise en œuvre de la méthode WISN (workload indicators staffing needed) pour une distribution des ressources humaines en fonction de la charge de travail.

● Plaidoyer pour l'approvisionnement régulier et complet des comptes d'attente gratuité pour le paiement total à temps des factures de gratuité des soins.

● Transfert des fonctions de gestion et de contrôles des mesures de gratuité des soins à la CNAMU ■

**Source : Secrétariat technique
Couverture sanitaire universelle (ST CSU)
Direction de la communication
et de la presse ministérielle (DCPM/santé)**

La Semaine nationale de la Culture (SNC) : un nouveau souffle?



Le ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme a organisé les 04 et 05 Octobre 2018 à

Bobo-Dioulasso, un atelier sur les Etats Généraux de la Semaine nationale de la culture (SNC).

Les recommandations fortes ont été formulées en vue de dynamiser cette biennale de la culture burkinabè.

Le Ministre de la Culture, des Arts et du Tourisme Abdoul Karim Sango a matérialisé l'une de ses promesses faites à la 19^{ème} édition de la Semaine nationale de la Culture (SNC), et soutenue par le gouvernement, à savoir organiser les états généraux de cette biennale.

En effet, cette activité, qui s'est tenue les 4 et 5 octobre 2018, à Bobo Dioulasso, a réuni plus d'une centaine de participants issus d'institutions, de structures ou associations impliquées régulièrement dans l'organisation de la manifestation ainsi que des personnes ressources

susceptibles d'enrichir la réflexion et d'apporter de la qualité aux débats.

Professeurs et Enseignants-chercheurs, artistes, des gens de lettres, journalistes, communicateurs et autres acteurs du monde de la culture et des secteurs connexes ont pris part aux réflexions qui visaient à donner un nouveau souffle, une nouvelle vision à la SNC, après 35 ans d'existence. L'ancien Ministre en charge de l'Action sociale, le Pr. Albert Ouédraogo, Dr Dramane Konaté, le Chercheur Bruno Doti Sanou font partie des hommes de culture venus partager leurs expériences et connaissances en matière de culture à ces états généraux.

Faire un bilan critique

La communication, maillon important dans la chaîne de promotion et de valorisation de la culture était en bonne place dans cette rencontre avec notamment la présence de nombreux journalistes et communicateurs s'intéressant aux questions de culture. Le Ministre de la Communication, Rémis Fulgance Dandjinou accompagné d'une forte délégation de responsables de la presse publique et du Service d'information du gouvernement, par sa présence et ses contributions aux échanges, a témoigné son soutien à cette initiative du département de la culture visant à reformer la SNC.

Dans cette optique, il a été demandé aux participants de recadrer les objectifs assignés à la biennale, notamment améliorer l'organisation pratique de la manifestation, améliorer la qualité du contenu artistique en général et le volet compétition en particulier et proposer une stratégie de diffusion et de promotion des produits de la manifestation. « *Faire un bilan critique sur la forme et le contenu de l'évènement* » a précisé le Ministre Sango à l'ouverture des travaux. Pour lui, la SNC doit s'adapter au contexte actuel du Burkina Faso qui a évolué au fil des ans. Aussi le ministre a-t-il invité les participants à nourrir un débat franc, direct, autour de cet événement et dans toutes ses dimensions pour que jaillisse les meilleures idées. Il s'est voulu clair dans ses propos en affirmant ne pas avoir de parti pris « *Il appartient aux participants d'opérer un regard critique afin que nous puissions faire mieux que les initiateurs de cet évènement* » a-t-il laissé entendre.

Au terme de la rencontre, les participants ont formulé quelques recommandations. Il s'agit,

entre autres de : l'amélioration du cachet et les conditions d'hébergement des artistes, la fusion de la SNC et de la maison de la Culture, la réintroduction des danses d'inspiration traditionnelles dans les compétitions, la prise d'une résolution par l'administration afin d'assurer la promotion et la consommation des productions culturelles artistiques et littéraires dans tous les espaces publics...

Selon le Ministre Sango la SNC trouvera enfin un nouvel élan d'orientation dynamique capable de s'adapter aux mutations diverses de son époque. Pour cela, il a rassuré que l'administration culturelle jouera sa partition afin que les conclusions pertinentes auxquelles sont parvenus les participants puissent connaître un début d'application d'ici à la prochaine édition de la SNC en 2020.

Depuis sa création en 1983, les objectifs de la SNC n'ont pas fondamentalement varié. Il s'agit principalement d'assurer l'identification, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel matériel immatériel des communautés ethnolinguistiques nationales et de stimuler la création artistique et littéraire. Très vite, elle s'est imposée comme le cadre d'expression, par excellence, de la diversité culturelle au Burkina Faso. Ainsi, en 35 ans d'existence, elle a contribué à la création de nombreux groupes artistiques qui se sont distingués sur les scènes nationales et internationales et à l'éclosion de nombreux talents en Arts plastiques et Littérature, Lutte traditionnelle, etc....

Cependant, malgré ces nombreux acquis, notre biennale culturelle à l'instar de toute manifestation de grande envergure, traîne encore des insuffisances qui se situent à plusieurs niveaux

(organisation pratique, contenu artistique, etc...). C'est dans cette optique que le Ministère en charge de la Culture a organisé du 10 au 12 Mai 2017 à Banfora un atelier de réflexion qui a passé en revue l'ensemble des insuffisances, critiques et difficultés qui entravaient la bonne organisation de la manifestation.

A l'issue de cet atelier, le contenu artistique du Grand Prix National des Arts et des Lettres (GPNAL) a connu une innovation majeure. Les Arts du spectacle, les disciplines considérées comme expressions directes des communautés ethnolinguistiques (danses et musique et mu-

siques traditionnelles) ont été détachées des disciplines dites modernes (Orchestres, slam, ballet et création chorégraphique).

Pour les disciplines traditionnelles, le mode de compétition s'est arrêté au niveau régional.

Toutefois, cette innovation introduite au niveau du GPNAL a été diversement commentée au sein de l'opinion publique, d'où l'organisation par le Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme de l'atelier sur les «*Etats Généraux de la SNC*».

**Séraphine SOME/MILLOGO DCPM /
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme**

LES RECOMMANDATIONS ETATS GENERAUX DE LA SEMAINE NATIONALE DE LA CULTURE (SNC)

- ♦ renforcement de la Direction artistique de la SNC ;
- ♦ dynamisation de la SNC entre deux éditions ;
- ♦ adoption d'un slogan «produisons et consommons SNC ;
- ♦ prise d'une résolution par l'administration de conférer à la culture sa place dans le processus de développement social et économique ;
- ♦ prise d'une résolution par l'administration d'assurer la promotion et la consommation des productions culturelles, artistiques et littéraires dans tous les espaces publics ;
- ♦ création et animation d'un pool économique de la SNC ;
- ♦ amélioration du cachet des artistes ;
- ♦ amélioration des conditions d'hébergement des artistes ;
- ♦ établissement de passerelles entre la SNC - production de manuels didactiques ;
- ♦ fusion SNC/Maison de la Culture pour plus d'efficacité ;
- ♦ réintroduction de danses d'inspiration traditionnelles dans les compétitions ;
- ♦ plus grande professionnalisation de l'organisation de la biennale.

SSM